

Barbara Gysi, conseillère nationale et vice-présidente du Parti socialiste suisse

# «Nous ne sommes qu'au tout début du débat parlementaire»

Barbara Gysi, conseillère nationale de Saint-Gall, est une alliée importante de l'ASI au Parlement fédéral. En plus de mettre à disposition de la secrétaire centrale de l'association une carte d'admission au Parlement, Barbara Gysi est membre du comité d'initiative de l'initiative sur les soins infirmiers et de la commission de la santé, qui élabore actuellement un contre-projet indirect à cette initiative.

Texte: Martina Camenzind

## Soins infirmiers: Pourquoi vous engagez-vous pour les soins infirmiers?

**Barbara Gysi:** Je suis très motivée pour travailler sur des sujets portés par un petit lobby. Je considère qu'il est de mon devoir politique de donner une voix à ceux qui n'en ont pas autrement. D'autre part, j'ai passé douze ans au sein de l'exécutif de la ville de Wil et j'étais en charge des populations âgées pendant huit ans. Cela m'a permis d'apprendre à connaître en profondeur les soins de longue durée et par là le travail des infirmières et infirmiers. J'ai vu à quel point leurs prestations sont de qualité, bien que beaucoup de processus entravent les soins infirmiers. Et j'ai constaté également qu'il y a trop peu de ressources

pour ce travail qui exige beaucoup de personnel, alors que les processus médico-techniques et les examens sont beaucoup mieux financés. J'ai été très troublée par les injustices et les absurdités existantes au niveau législatif. Il m'est donc apparu clairement que je voulais également traiter de ces questions au sein du Parlement national.

**L'un des sujets de votre première législature a été l'initiative parlementaire Joder. Celle-ci demandait demandait que certains soins typiquement infirmiers soient remboursés sans ordonnance médicale. L'initiative était sur la bonne voie jusqu'aux élections fédérales.**

A l'époque, je n'étais pas à la commission de la santé et j'ai suivi le travail à distance. Je sais que cela a nécessité un travail intensif durant quatre ans et qu'il y a eu aussi beaucoup de lobbying. Une bonne proposition avait été élaborée. Puis sont arrivées les élections et une motion minoritaire – la suppression de l'obligation de contracter des caisses-maladie avec les infirmières indépendantes – est devenue une motion majoritaire. Il est regrettable que ce sujet primordial ait été traité sur le dos des infirmières. Cela a mis le Parti socialiste dans une situation très difficile, car nous soutenions en principe l'initiative Joder, mais nous avons une proposition à laquelle nous ne pouvions pas dire oui. A cette époque, nous avons des contacts intensifs avec l'ASI afin de trouver une solution. Cependant, les discussions ont montré que l'association ne voulait pas non plus de la fin de l'obligation de contracter.

**Vous soutenez l'initiative sur les soins infirmiers et faites partie de la commission de santé qui élabore actuellement un contre-projet indirect.**

En principe, c'est une bonne chose que la commission réalise un contre-projet indirect et reconnaisse ainsi les problèmes. La première phase était difficile, car il y avait le risque que la proposition soit à nouveau menacée par la levée de l'obligation contractuelle. Mais il y a maintenant une proposition sur la table qui inclut diverses exigences, en particulier en matière de formation et de droit de facturation. Toutefois, je me

Pour la députée, le contre-projet actuel est un bon début mais des mesures supplémentaires doivent être prises.



Mäd



demande s'il y a suffisamment de mesures efficaces en place pour s'assurer que le personnel formé demeure dans la profession le plus longtemps possible. Pour l'instant, la proposition de la commission est acceptable, mais elle ne couvre pas toutes les exigences de l'initiative populaire. Mais nous n'en sommes qu'au tout début du débat parlementaire. Nous ne savons pas comment les choses vont évoluer, si elles vont empirer. Et nous avons à nouveau des élections fédérales – et une montée de la droite serait extrêmement néfaste pour l'initiative et le contre-projet.

#### A quels dangers pensez-vous?

Il est certain que l'argument économique sera mis en avant – «Nous n'avons pas l'argent» ou «Nous ne voulons pas l'utiliser pour ça». Le deuxième danger est que l'accent est mis sur un seul groupe professionnel. Cela peut donner l'impression que l'on veut seulement améliorer les soins infirmiers ou que l'on redoute que d'autres groupes professionnels émettent les mêmes demandes. Cela pourrait constituer un handicap pour l'initiative en cas de votation. D'un autre côté, le large soutien dont bénéficie l'initiative est très positif, qu'il s'agisse de la Fédération des médecins suisses (FMH) qui se positionne très clairement en faveur de l'initiative, ou des employeurs qui soutiennent de nombreux points.

#### Le système de santé suisse est fortement orienté vers les soins aigus et la médecine de pointe. Dans quelle direction devrait-il évoluer?

Il serait important de promouvoir les compétences des patients afin qu'ils soient en mesure de rechercher des solutions qui leur correspondent. Je pense qu'il est bon que nous ayons des soins médicaux de haute qualité, mais nous avons également besoin d'un équilibre avec les soins infirmiers et l'accompagnement. Pour que les gens aillent bien, ils ont tout autant besoin de bonnes prestations médicales que de soins infirmiers et d'un accompagnement de qualité. Ce que je vois, c'est que nous

avons un système de santé qui non seulement tire parti des progrès de la médecine, mais qui reconnaît également que l'attention humaine est nécessaire et qu'elle doit être financée. Mais je ne veux pas monter ces domaines l'un contre l'autre. Je suis toujours étonnée quand, par exemple, on parle de la forte croissance des soins à domicile alors qu'il s'agit du domaine de santé le moins cher; il ne représente même pas deux pourcents des coûts. Un taux de croissance de cent pourcents n'est pas un problème, et ce d'autant plus que l'on privilégie l'ambulatoire au stationnaire. Par contre, un doublement des coûts serait une dynamique complètement différente dans le cas de la médecine de pointe ou des médicaments coûteux.

**D'après les calculs de Santésuisse, l'initiative de l'ASI serait «la plus coûteuse de tous les temps».**

## 2019: année politique

L'initiative populaire «Pour des soins infirmiers forts» lancée par l'ASI est maintenant dans sa phase parlementaire. Les prochaines élections fédérales auront lieu en automne et la nouvelle composition du Parlement aura une influence certaine sur son devenir.

#### Le contre-projet indirect se précise

Les grandes lignes du contre-projet indirect à l'initiative ont été dévoilées. Au niveau de la formation, les cantons informeront les hôpitaux, EMS et organismes d'aide et de soins à domicile du nombre de places de formation à mettre à disposition. En contrepartie, la Confédération et les cantons participeront aux coûts de formation non couverts. Les infirmières pourront aussi fournir des prestations relevant des soins de base sans prescription médicale. L'examen de l'avant-projet sera terminé d'ici mai 2019 puis soumis en consultation.

Plus d'informations dès la page 88 de l'ASI Info et sur [www.sbk-asi.ch](http://www.sbk-asi.ch)

Compte de dons pour l'initiative sur les soins infirmiers: PC 31-460246-9

IBAN CH22 0900 0000 0000 3146 0246 9. Ou envoyez un SMS au 488 avec les lettres «sbk» suivies du montant que vous souhaitez donner. Ex. pour CHF 30: sbk30.

Pour être honnête, j'ai d'abord éclaté de rire, tellement ce calcul est aberrant. D'un autre côté, ce serait bien que les salaires du personnel infirmier augmentent de vingt pourcents dans les douze prochaines années, comme le prétend Santésuisse! Mais ce n'est – malheureusement – pas réaliste. A mes yeux, avec cette estimation, Santésuisse se discrédite.

#### Mais il y a un réel danger que de tels arguments massue soient avancés.

Ce danger existe. Mais je suis convaincue qu'en renforçant les soins infirmiers, il est possible de réduire les coûts, ce qui est également confirmé par des études. Cela permettrait non seulement d'économiser, mais aussi d'épargner beaucoup de souffrance humaine. Je trouve déplorable de ne parler que des coûts et jamais de l'importante contribution de la santé à notre société et à notre économie.